

Le pape ne dénie pas aux États le droit de se protéger

Author : Maximilien Bernard

Categories : [Brèves](#), [Immigration](#), [Islam](#), [Perepiscopus](#), [Rome](#), [Vatican](#)

Date : 25 août 2017



Le père **Laurent Stalla-Bourdillon**, Directeur du Service pastoral d'études politiques, réagit dans [La Croix](#) au Message du pape sur la journée mondiale du Migrant (le 14 janvier 2018!), qui a déjà fait couler beaucoup d'encre :

Si l'on perd de vue la centralité de la personne humaine, on perd notre humanité

En écrivant que la sécurité des personnes passe avant la sécurité nationale, le pape ne dénie pas aux États le droit de se protéger. Mais insister sur la centralité de la personne humaine permet de déminer un argument sécuritaire qui servirait de prétexte pour refuser l'accueil des migrants. Si l'on perd de vue la centralité de la personne humaine, on perd notre humanité.

Il existe différents niveaux de défis à relever, sur le plan migratoire, mais aussi

sécuritaire. C'est une question d'arbitrage, et il ne faudrait pas lire le propos du pape comme une invitation à faire voler en éclats la question de la responsabilité nationale. Le *Catéchisme de l'Église catholique* précise bien les choses : après avoir dit que « *les nations mieux pourvues sont tenues d'accueillir autant que faire se peut l'étranger en quête de la sécurité et des ressources vitales qu'il ne peut trouver dans son pays d'origine* » et que « *les pouvoirs publics veilleront au respect du droit naturel qui place l'hôte sous la protection de ceux qui le reçoivent* », le paragraphe 2241 ajoute que « *les autorités politiques peuvent en vue du bien commun dont elles ont la charge subordonner l'exercice du droit d'immigration à diverses conditions juridiques, notamment au respect des devoirs des migrants à l'égard du pays d'adoption* ».

Le message du pape, rendu public au lendemain de l'attentat de Barcelone, a été signé le 15 août. L'actualité des derniers jours a sans doute eu un effet grossissant dans la manière de le lire, mais celui-ci est écrit dans un contexte beaucoup plus large. François a conscience que son pontificat se déroule à un moment de l'histoire où la pression démographique et migratoire est réelle, indépendamment de la question de la guerre en Syrie et des déplacements de population qui y sont liés. Ce phénomène, qui relève pour lui des « *signes des temps* », échappe à une simple gestion ponctuelle et doit être perçu avec plus de profondeur. Benoît XVI lui-même était déjà assez sévère vis-à-vis des organismes internationaux à propos de la façon dont ils gèrent les migrants.

François insiste sur la nécessité de préparer les communautés locales aux processus d'intégration. Il y a effectivement là un énorme déficit. Il est illusoire de penser que ces questions n'auront d'incidence que chez le voisin. La question sera d'ailleurs débattue lors du prochain pèlerinage des élus chrétiens à Lourdes, qui se déroulera du 12 au 15 octobre autour du thème : « *Solidarité contrainte, solidarité voulue* ».

En relisant le Message du Pape, qui contient pas moins de 21 propositions politiques, parmi lesquelles le droit du sol, qui fait l'objet actuellement de vifs débats dans la classe politique italienne en raison d'un projet de loi en discussion au Parlement, on a tout de même l'impression que l'interprétation du père Stalla-Bourdillon, en se voulant rassurante, élude une bonne partie du Message. Et c'est ce qui choque légitimement, malgré les thuriféraires qui prennent pour argent comptant tout ce que dit le Saint-Père. Au travers de ce Message, on a tout de même l'impression que le Pape ne croit pas, ne croit plus dans la capacité des nations européennes, libertaires, décadentes et suicidaires, à avoir un avenir. On ne voit pas comment, au travers de ces 21 propositions immigrationnistes, les Etats peuvent encore se protéger. Il est certain que l'avortement de masse, les crises identitaires et économiques, l'explosion de la famille, l'athéisme, le suicide... laissent à penser que ce continent n'a plus d'avenir et qu'il ne pourra plus se relever. Néanmoins, est-ce une raison pour accélérer le mouvement de dissolution des Etats européens et, *in fine*, la conquête de Rome par l'islam ?